# « L’utilisation de l’énergie atomique dans la guerre et dans la paix : une contre-proposition de Moscou au discours du président Eisenhower », *La Tribune de Genève* (22 décembre 1953)[[1]](#footnote-1)

[fr] Reprenant des dépêches AFP, l’article présente la réponse soviétique au discours Atoms for Peace d’Eisenhower devant l’ONU. Moscou affirme vouloir consacrer l’énergie atomique à des fins pacifiques, mais critique le plan américain qui ne prévoit ni interdiction des armes nucléaires ni réduction effective de leur production. L’URSS propose au contraire un engagement solennel des États à bannir sans réserve la bombe atomique, la bombe H et toute arme de destruction massive, assorti d’un contrôle international strict. Elle souligne l’importance de la future conférence de Berlin et se déclare prête à participer à de nouvelles négociations, à condition que l’interdiction des armes figure clairement à l’ordre du jour.

[de] Unter Rückgriff auf AFP-Meldungen stellt der Artikel die sowjetische Antwort auf Eisenhowers Rede Atoms for Peace vor der UNO dar. Moskau erklärt, die Atomenergie zu friedlichen Zwecken einsetzen zu wollen, kritisiert jedoch den amerikanischen Plan, da er weder ein Verbot von Atomwaffen noch eine wirksame Verringerung ihrer Produktion vorsehe. Die UdSSR schlägt stattdessen ein feierliches und uneingeschränktes Bekenntnis der Staaten zum Verzicht auf die Atombombe, die Wasserstoffbombe und alle Massenvernichtungswaffen vor, verbunden mit einer strengen internationalen Kontrolle. Sie betont die Bedeutung der bevorstehenden Berliner Konferenz und erklärt ihre Bereitschaft, an weiteren Verhandlungen teilzunehmen, sofern das Verbot der Waffen ausdrücklich auf der Tagesordnung steht.

[it] Riprendendo dispacci AFP, l’articolo presenta la risposta sovietica al discorso Atoms for Peace di Eisenhower all’ONU. Mosca dichiara di voler destinare l’energia atomica a fini pacifici, ma critica il piano americano perché non prevede né il divieto delle armi nucleari né una riduzione effettiva della loro produzione. L’URSS propone invece un impegno solenne e senza riserve degli Stati a bandire la bomba atomica, la bomba H e ogni arma di distruzione di massa, accompagnato da un rigoroso controllo internazionale. Sottolinea l’importanza della prossima conferenza di Berlino e si dichiara pronta a partecipare a nuovi negoziati, a condizione che il divieto delle armi sia chiaramente all’ordine del giorno.

[en] Drawing on AFP dispatches, the article presents the Soviet response to Eisenhower’s Atoms for Peace speech at the UN. Moscow states its intention to devote atomic energy to peaceful purposes but criticizes the U.S. plan for failing to include a ban on nuclear weapons or any real reduction in their production. Instead, the USSR proposes that states solemnly and unreservedly commit to outlawing the atomic bomb, the H-bomb, and all weapons of mass destruction, under strict international control. It stresses the importance of the upcoming Berlin conference and declares its readiness to take part in further negotiations, provided that the prohibition of such weapons is explicitly on the agenda.

Moscou (AFP). — Le texte de la réponse soviétique au discours du général Eisenhower du 8 décembre est un document de onze pages. « L’URSS, dit cette réponse, veut utiliser l’énergie atomique non pas contre la civilisation, mais pour le progrès, non pas pour détruire des masses de gens, mais pour des besoins pacifiques ainsi que pour assurer l’augmentation du bien-être de la population. »

Le gouvernement soviétique constate que les propositions du président Eisenhower ne limitent nullement la production de l’arme atomique, ce qui constitue le point essentiel, étant donné que la limitation des armements atomiques est indispensable pour la diminution de la tension internationale.

Le gouvernement soviétique estime, comme précédemment, que l’interdiction des armes atomiques est indispensable, ainsi que la limitation de tous les autres armements.

La note soviétique déclare ensuite que toute la politique de l’URSS tend à éviter une nouvelle guerre et à préserver la paix. L’URSS est également en faveur de la collaboration entre tous les peuples et considère que, dans les conditions actuelles, seuls les efforts collectifs de tous les pays peuvent diminuer la tension internationale.

Afin d’augmenter le rôle et l’autorité de l’ONU, il est nécessaire d’arriver à un accord en ce qui concerne la réduction des armes atomiques et on peut penser, affirme la note soviétique, que toutes les nations qui sont membres des Nations unies soutiendront cette proposition.

## Moscou d’accord de reprendre les pourparlers sous certaines conditions

« En ce qui concerne la déclaration du président Eisenhower, poursuit la note, le gouvernement de l’URSS, conformément à sa position pacifique, se déclare prêt à prendre part aux pourparlers diplomatiques au sujet de cette proposition. Toutefois, le gouvernement soviétique déclare constater que les propositions des États-Unis ne tendent pas à empêcher pour le moment une production des armes atomiques, ou une réduction de l’utilisation de ces armes. La proposition Eisenhower aurait un autre sens si elle contenait l’interdiction de l’arme atomique comme instrument d’agression, mais dans le discours du président, il n’y a rien visant à l’interdiction de cette arme. En effet, la proposition Eisenhower déclare qu’il faut consacrer à des buts pacifiques la moitié de la production atomique, mais il reste que l’autre moitié sera employée pour la production des armes atomiques, ce qui fait que cette proposition n’implique pas un arrêt de la production dans les États qui peuvent fabriquer des armes nucléaires. »

## Pour l’interdiction des armes atomiques

Il serait tout à fait incompréhensible, poursuit la note de l’URSS, que les États possédant des armes atomiques ou à l’hydrogène n’accordent pas l’importance qui s’impose au problème de l’interdiction de ces armes, ainsi que des autres armes de destruction massive, ou qu’ils remettent à une date indéterminée la conclusion d’un accord international sur cette question. Une telle attitude envers ce problème important et urgent ne trouverait aucune justification.

Conformément à sa politique pacifique, l’Union soviétique mène une lutte constante pour l’interdiction de l’arme atomique et en même temps demande une diminution sensible de toutes les autres catégories d’armements.

## Bloc, alliances et taxes militaires

Après avoir souligné la nécessité de supprimer par des efforts communs les causes de tension dans les relations internationales, la réponse soviétique indique que les intérêts de la politique étrangère de l’URSS ne nécessitent pas la création de blocs et d’alliances militaires dirigés contre telle ou telle autre puissance, ces intérêts n’exigent pas davantage la création de bases militaires sur les territoires d’autres États.

## L’importance de la conférence de Berlin

Le désir d’améliorer les relations entre les États, estime le gouvernement soviétique, devrait conduire à la compréhension mutuelle de ces principes, qui ne peuvent pas se trouver en contradiction avec les intérêts nationaux d’un État quelconque et qui, en même temps, répondent entièrement aux intérêts de la paix et de la sécurité internationale. C’est pour ces raisons que l’URSS attache une telle importance non seulement à la conférence qui doit s’ouvrir prochainement à Berlin, mais également à la réunion des cinq grandes puissances avec la participation, conformément aux statuts de l’ONU, de la République populaire de Chine, étant donné que, dans les circonstances présentes, seuls les efforts conjugués de toutes les grandes puissances et des autres États peuvent assurer la réduction de la tension internationale et la solution des problèmes isolés venus à maturité.

## Le scepticisme de Berlin

Si l’on désire contribuer au relèvement du rôle et de l’autorité de l’ONU dans la consolidation de la paix générale, il convient de faire preuve d’une persévérance particulière afin de rapprocher les positions des cinq grandes puissances en ce qui concerne le problème de la cessation de la course aux armes atomiques et à tous les armements, indique la réponse soviétique, qui aborde ensuite les problèmes posés par la proposition de « pool atomique » du président Eisenhower.

Pour l’URSS, cette proposition signifie :

1) Qu’une petite partie seulement des réserves atomiques existantes et qui seront produites seront destinées à des fins pacifiques. Il en résulte, souligne la réponse soviétique, que la plus grande partie des matériaux atomiques sera consacrée, comme par le passé, à la production des bombes atomiques et à hydrogène, et que la possibilité entière subsiste de continuer à stocker les armes nucléaires et d’en créer d’autres de types nouveaux, et d’une puissance destructrice encore plus grande, par conséquent le gouvernement soviétique estime que cette proposition ne lie en aucune façon les mains aux gouvernements ayant la possibilité de produire des armes atomiques et à hydrogène.

2) D’autre part, la proposition du président Eisenhower ne prévoit nullement la limitation de la possibilité même d’utiliser l’arme atomique. L’acceptation de cette proposition ne limite en rien l’agresseur dans l’emploi de l’arme nucléaire dans n’importe quel but et à n’importe quel moment. Par conséquent, pour le gouvernement soviétique, cette proposition ne diminue nullement le danger d’une attaque atomique. Ainsi, il convient de conclure que sous sa forme actuelle, la proposition mise en avant par les États-Unis n’aurait pour effet ni d’arrêter la production croissante des armes atomiques, ni de limiter la possibilité de les utiliser.

La question se pose, poursuit le gouvernement soviétique, de savoir s’il est possible de parler de la diminution de la tension internationale, tout en passant sous silence le problème de l’interdiction de l’arme atomique. Tous ceux qui tendent vers le relâchement de la tension dans les relations internationales et vers la consolidation de la paix ne peuvent qu’exiger que les gouvernements s’efforcent de trouver une solution positive à ce problème.

C’est pourquoi le gouvernement soviétique considère comme auparavant que le problème le plus important, et d’ailleurs le plus urgent, consiste à interdire sans conditions les armes atomiques et à l’hydrogène, de même que les autres armes de destruction massive et à soumettre cette interdiction à un strict contrôle international.

Étant donné que nous aspirons à la consolidation de la paix, il ne peut entrer dans nos vues ni d’affaiblir notre vigilance quant au danger d’une guerre atomique, ni d’appuyer un accord international qui sanctionnerait la production d’armes atomiques. C’est pourquoi précisément il est nécessaire de reconnaître que la tâche de tous les États pacifiques ne se borne pas à l’octroi d’une faible partie des matières atomiques en vue de besoins pacifiques.

Il est nécessaire que non pas une part quelconque, mais toute la masse des matières atomiques soit consacrée intégralement à des buts pacifiques, ce qui ouvrirait des possibilités exceptionnelles au développement de l’industrie, de l’agriculture et des transports, ainsi qu’à l’application des précieuses découvertes faites dans ce domaine dans l’intérêt de la médecine, de la technique et de la science.

Toutes ces raisons démontrent la nécessité d’interdire les armes atomiques et d’établir un contrôle international sur cette interdiction, ainsi que la promesse de ne faire en aucun cas usage de ces armes, dit encore la réponse soviétique. C’est pour cela que le gouvernement de l’URSS insiste sur l’urgence d’un accord international sur la question. Le gouvernement soviétique, poursuivant sa politique pacifique, se déclare prêt à prendre part aux négociations par la voie diplomatique ou confidentielle comme le propose le président Eisenhower.

Le gouvernement soviétique a toujours accordé une grande importance à des négociations directes entre États en vue d’aboutir à des accords mutuellement acceptables sur les questions en suspens et afin de parvenir à la consolidation de la paix générale. À ce propos, indique la réponse soviétique, le gouvernement de Moscou s’attend que le gouvernement américain, conformément à ses déclarations, donnera les éclaircissements indispensables étant donné que la proposition américaine, dans ses parties essentielles, n’est pas très claire et ne prévoit pas la nécessité de l’interdiction de l’arme atomique, comme elle ne prévoit pas de renonciation à l’utilisation de l’arme atomique.

Le gouvernement soviétique a la conviction profonde que l’humanité doit et peut être sauvée des horreurs d’une guerre atomique. Dans la solution de ce problème, une responsabilité particulière revient aux États qui possèdent déjà des armes atomiques puissantes.

## Réaffirmation d’une volonté pacifique

La réponse soviétique réaffirme alors la volonté de l’URSS d’utiliser l’énergie atomique à des fins pacifiques pour le bien-être général des peuples et demande qu’au cours des pourparlers soit examinée la proposition soviétique suivante :

« Les États participants, en vue de diminuer la tension internationale, s’engagent solennellement et sans réserve à ne pas utiliser les armes atomiques et à hydrogène, ou tout autre type d’armes de destruction massive. »

La réalisation d’un accord sur cette question, conclut la réponse soviétique, pourrait constituer un pas important dans la voie de la suppression totale des armes nucléaires et à hydrogène et autres armes d’extermination massive, et vers l’établissement d’un contrôle sévère garantissant l’application de l’accord sur l’interdiction d’utiliser l’énergie atomique à des fins militaires.

1. [https ://www.e-newspaperarchives.ch/ ?a=d&d=TDG19531222-01.2.35.6](https://www.e-newspaperarchives.ch/?a=d&d=TDG19531222-01.2.35.6) [↑](#footnote-ref-1)